

Belgique-Congo

« Je t'aime moi non plus »

C.B.

C'est à reculons que la jeune Belgique est entrée dans l'aventure coloniale. En cette fin du XIX^e siècle, l'économie du pays, l'une des plus prospères d'Europe, était fondée sur le charbon et le développement de l'industrie sidérurgique, tandis que les luttes sociales s'annonçaient. Pour ce pays qui ne comptait qu'un demi-siècle d'existence, le rêve de Léopold II – « il faut à la Belgique une colonie » – ressemblait plus à une royale lubie qu'à une nécessité.

C'est pour cela qu'au lendemain de la conférence de Berlin en 1885, qui avait couché sur papier le découpage de l'Afrique et dessiné les frontières de l'Etat indépendant du Congo, le souverain mit tout en œuvre pour persuader ses sujets du bien-fondé de son entreprise. Dans son ouvrage *Ekoki ! Ça suffit !*, le chercheur Eric Van Den Abeel a rassemblé des affiches, des photos, des cartes postales de l'époque, illustrant l'immense travail de propagande qui avait pour but d'éveiller l'intérêt des Belges pour le Congo.

C'est dans cet esprit de propagande que fut organisée, en 1897, la première exposition coloniale. Lorsque, grâce à l'ivoire et au caoutchouc, la colonie commença à rapporter quelques bénéfices, le roi, toujours désireux de convaincre ses sujets, utilisa une partie de cet argent venu du Congo pour construire le Palais de Tervuren et embellir son royaume. Appareurent alors les thermes de Spa et d'Ostende, et plusieurs grands parcs dans la capitale. Mais les socialistes demeuraient réticents et, au lieu d'admirer le monumental édifice du Cinquantenaire, Emile Vandervelde devait s'exclamer : « Il s'agit plutôt des arcades des mains coupées... »

Une indépendance bâclée par les Belges

Ces réticences originelles expliquent pourquoi, en 1960, la population belge n'était pas disposée à se lancer dans une guerre pour garder le Congo à tout prix. Elle considérait que la colonie était l'affaire de quelques grandes familles. La classe politique décida donc, en quelques mois, de précipiter l'indépendance, tandis que certains milieux économiques (dont la Société générale de Belgique, dont dépendait l'Union minière du Haut-Katanga) entendaient bien préserver leurs intérêts. Bâclée, lors de la Table ronde, par les politiciens belges plus intéressés par les grandes grèves qui secouaient le pays, mal préparée sur le terrain, l'indépendance dérapa : des violences éclatèrent et les Belges, en catastrophe, durent quitter la colonie. A l'époque déjà, les sentiments des « colonisés » étaient mitigés : s'ils approuvaient les discours de Patrice Lumumba – « Nous avons connu les ironies, les coups, les insultes, parce que nous étions des Nègres » – et récusait l'apartheid, de fait pratiqué dans la colonie, les Congolais n'étaient pas viscéralement hostiles aux Belges et beaucoup regrettèrent le départ précipité de ces derniers.

Les quatre décennies du règne de Mobutu (1965-1997) se déclinèrent sur le thème du « Je t'aime moi non plus », un mélange d'attachement réciproque, de rejet, de malentendus. A plusieurs reprises, lors de la zairianisation ou lors



Lorsque le roi Philippe fit sa première visite à Kinshasa en 2022, trois millions de Kinois se déplacèrent pour l'accueillir. © BELGA.

des pillages des années 1990, les Belges durent quitter le pays à la hâte et par la suite, les dirigeants successifs du Zaïre puis de la République démocratique du Congo exprimèrent à la fois leur désir d'être traités avec respect et dignité et leur attachement à l'ancienne métropole. Joseph Kabila, à ses débuts, loua devant le Parlement l'œuvre de Léopold II, tandis que Félix Tshisekedi déclara que la Belgique était son « deuxième pays ».

Certes, la « dette coloniale » – la richesse que la Belgique a tirée du Congo – subsiste, le « contentieux » économique n'est pas réellement apuré, l'octroi des visas est trop restrictif et la diaspora réclame le retour des œuvres d'art entreposées à Tervuren. Cependant, les relations personnelles entre Congolais et Belges sont dépourvues d'animosité : lorsque le roi Philippe fit sa première visite à Kinshasa en 2022, trois millions de Kinois se déplacèrent pour l'accueillir et le neveu du roi Baudouin eut le courage d'exprimer

des « regrets » par rapport au fait colonial. Par la suite, les « restes » de Patrice Lumumba furent rapatriés en grande pompe. Sur le plan personnel, nombreux sont les Belges qui soutiennent des projets de développement ou des œuvres caritatives au Congo et s'intéressent à la croissance ou aux difficultés de l'ancien « enfant unique ». Un autre exemple de connivence est le fait que Congolais et Belges – à la surprise de leurs voisins respectifs – rient des mêmes blagues et apprécient les mêmes traits d'esprit. L'humoriste Kody, fils d'un ancien ambassadeur du temps de Mobutu, en est le meilleur exemple...

ABONNÉS



L'empire colonial portugais naît au lendemain de la Reconquista qui atteint son objectif en 1249. Des comptoirs commerciaux sont établis sur les côtes africaines puis les navires portugais atteignent l'Inde.

En mars 1972, la reine Elizabeth II se rend au Kenya afin d'y rencontrer le premier président de l'histoire du pays, Jomo Kenyatta. © AFP.



Grande-Bretagne

Le contrôle des flots

C.B.

Dès la fin du XVI^e siècle, l'Angleterre, une nation de voyageurs et de commerçants, crée des comptoirs commerciaux qui deviendront des colonies alors que l'Espagne et le Portugal, après les « grandes découvertes » des XV^e et XVI^e siècles, fondent de vastes empires.

Au début du siècle dernier, les territoires faisant partie de l'Empire colonial britannique possédaient des statuts divers (colonies, mandats, protectorats, dominions, territoires sous tutelle) et représentaient un quart de la population mondiale. L'Empire britannique s'était établi notamment en Amérique du Nord (les treize colonies) tandis que la France contrôlait la Louisiane et le Canada.

En 1763, à la suite de la guerre de Sept Ans, les Anglais perdent le Canada et évincent les Français de l'Inde, qui devient la principale colonie britannique.

Alors que la Royal African Company avait reçu le monopole de l'approvisionnement des Caraïbes en esclaves et que l'on estime que la Grande-Bretagne fut responsable de la déportation puis de la mise en esclavage de près de 3,5 millions d'Africains vers l'Amérique, c'est en 1808 que le Royaume-Uni interdit la traite des Noirs. Il abolit officiellement l'esclavage en 1833, prenant alors la tête du mouvement antiesclavagiste et prônant le libre-échange commercial.

En Afrique, le rêve britannique du XIX^e siècle se résume alors en quatre mots : « Du Cap au Caire ». Après que les Britanniques ont pris possession de la colonie du Cap, l'immigration britannique s'amorce dès 1820 tandis que les Boers d'origine néerlandaise remontent vers le Nord dans ce qui sera appelé le « Grand Trek » et fondent deux colonies indépendantes : l'Etat libre d'Orange et le Transvaal. Une fois annexés, ces territoires feront partie de l'Union sud-africaine.

On estime que la Grande-Bretagne fut responsable de la déportation puis de la mise en esclavage de près de 3,5 millions d'Africains vers l'Amérique

Si le canal de Suez, reliant la Méditerranée à l'océan Indien, fut promu par Napoléon III, les Anglais ne tardèrent pas à racheter les parts égyptiennes et à évincer les Français tandis que le Soudan, après la défaite de l'armée du Mahdi, devint un condominium anglo-égyptien

et une colonie de fait.

A la fin de la Seconde Guerre mondiale, la Grande-Bretagne était virtuellement en faillite, les jours de l'Empire étaient comptés, mais le Kenya était devenu une colonie de peuplement où de nombreux vétérans britanniques s'étaient vu octroyer des terres fertiles. La rébellion des Mau Mau, menée au nom des tribus chassées de leurs terres, fut durement combattue et fit plus de 100.000 morts et 320.000 détenus du côté africain.

Londres étant peu désireuse de mener des guerres coloniales, les indépendances furent rapidement accordées aux colonies africaines, à l'exception de la Rhodésie où le Premier ministre Ian Smith proclama unilatéralement l'indépendance. A l'issue d'une guerre menée par deux mouvements noirs rivaux et conclue par les accords de Lancaster House, des élections, en 1980, portèrent au pouvoir Robert Mugabe.

Une identité partagée

La plupart des anciennes colonies britanniques font désormais partie du « Commonwealth of Nations », une association libre de 56 membres égaux où, dans quinze pays, le monarque britannique est considéré comme le chef de l'Etat. L'usage d'une langue commune, le partage d'un même respect à l'égard de la Couronne, le prestige du régime parlementaire et du système judiciaire appliquant le droit anglais, sans oublier la circulation à gauche et la pratique de sports tels que le rugby, le football, le cricket, le tennis et le golf représentent des « marqueurs » d'une identité partagée. Ces facteurs expliquent l'intensité des flux migratoires qui continuent à se diriger vers la Grande-Bretagne, devenue, avec le Portugal, l'un des pays les plus multiculturels d'Europe.

Si Londres soutint des campagnes anti-esclavagistes et dénonça le travail forcé imposé dans le Congo de Léopold II, les Britanniques surent aussi se montrer inflexibles : alors que les Boers sud-africains réclamaient l'indépendance, ils furent enfermés dans des camps de concentration, une invention qui, par la suite, allait « inspirer » les Allemands. Dans son ouvrage *La dernière colonie*, l'avocat britannique Philippe Sands raconte comment, en 1980, les habitants de l'archipel des îles Chagos furent chassés et déportés afin de faire place à une base militaire.

(1) Caroline Elkins, *Britain's goulag, The brutal end of Empire in Kenya*, Bodley Head, London

(2) Philip Sands, *La dernière colonie*, Albin Michel